

**Convention collective départementale**

IDCC : 1626. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRO-CÉRAMIQUES ET CONNEXES  
(HAUTES-PYRÉNÉES)**

**(18 février 1992)**

*(Bulletin officiel n° 1992-12 bis)*

(Etendue par arrêté du 30 juillet 1992)

---

**AVENANT DU 16 JUIN 2008  
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS**

NOR : *ASET0850811M*

IDCC : 1626

Entre :

L'UIMM Adour-Pyrénées,

D'une part, et

La CFDT,

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

Conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, et à l'accord national modifié du 21 juillet 1975 relatif aux classifications. Il est conclu en considération de l'accord national du 28 juillet 1998 relatif à l'organisation du travail dans la métallurgie et compte tenu de la recommandation du même jour, figurant en annexe audit accord national.

Conclu ce jour, le présent accord fixe les barèmes qui sont portés en annexe et qui déterminent les taux effectifs garantis des mensuels pour l'exercice 2008.

Cet accord répond également aux obligations de l'article 10 *bis* de la convention collective des Hautes-Pyrénées du 18 février 1992.

## **Article 2**

Ces taux sont établis pour 1 an et s'appliquent aux rémunérations perçues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 décembre 2008.

## **Article 3**

L'adoption de ce nouveau barème ne peut avoir par elle-même d'incidence sur les salaires réels, sauf dans le cas où ces derniers se révéleraient inférieurs audit barème.

Les valeurs portées sur les barèmes ci-joints des taux effectifs garantis sont fixées sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,66 heures par mois.

Elles devront être adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les taux effectifs garantis, établis pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base de calcul de la prime d'ancienneté.

Elles ne font pas l'objet des majorations des 5 % et 7 % réservés aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux effectifs garantis, figurant sur le barème ci-joint, font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* pour les mensuels embauchés ou quittant l'entreprise en cours d'année.

L'application du barème ne devra pas conduire à un nivellement des salaires dans chacune des catégories.

## **Article 4**

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

## **Article 5**

### *Extension*

Les parties signataires s'emploient à obtenir l'extension du présent accord.

Fait à Tarbes, le 16 juin 2008.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### Barème annuel des taux effectifs garantis des mensuels

Exercice 2008

*Ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise d'atelier*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TEG (Base 35 heures)
I	1	140	15 630
	2	145	15 660
	3	155	15 700
II	1	170	15 740
	2	180	15 800
	3	190	15 880
III	1	215	15 960
	2	225	16 280
	3	240	16 950
IV	1	255	17 670
	2	270	18 540
	3	285	19 470
V	1	305	21 060
	2	335	23 370
	3	365	25 730
	4	395	28 550